

Les responsabilités des États dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale

Introduction :

La Première Guerre mondiale fait près de 40 millions de morts entre 1914 et 1918. Elle est déclenchée par une combinaison de facteurs parfois circonstanciels mais aussi par la préparation de la guerre sur des décennies via les alliances et le réarmement. La guerre s'installe dans la durée et franchit de nouveaux seuils de violence grâce à l'emploi de la technologie pour tenter d'emporter la décision (mitrailleuse, aviation, gaz de combat...). Le conflit se joue également sur le terrain politique, avec l'élaboration d'un discours de justification dans chaque camp. Le caractère exceptionnel de cette guerre est ressenti par les contemporains, qui la qualifient de « Grande Guerre » avant la Seconde Guerre mondiale. L'historiographie de la Grande Guerre est extrêmement riche et s'est intéressée aussi bien aux circonstances du déclenchement qu'à l'expérience combattante et à la mémoire sociale du conflit.

Quelles sont les implications historiques, mémorielles et politiques de la question de la responsabilité des États dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale ?

Nous nous intéresserons d'abord à l'entrée en guerre en elle-même, avant de montrer l'évolution de la question pendant et après la guerre pour faire le point sur une question qui est restée au cœur des relations franco-allemande.

1 | Le déclenchement de la Grande Guerre

a. La poudrière européenne en 1914

La perte de l'Alsace-Lorraine lors de la guerre de 1870 fait de la revanche sur l'Allemagne un thème omniprésent dans la France de la III^e République.

Ce qui passe d'une part par la **préparation de l'armée** (réformes militaires, augmentation des effectifs français, développement de nouvelles armes...), et d'autre part par la **constitution d'un réseau d'alliances** dirigées contre une Allemagne bien plus peuplée et industrialisée.

Prévoyant la volonté de revanche de la France, le chancelier allemand **Otto von Bismarck** se rapproche de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie et s'efforce d'asseoir durablement la puissance allemande. En 1890 il quitte le pouvoir et laisse place à une politique plus agressive qui suscite l'inquiétude des autres puissances européennes.

→ C'est ainsi que la France devient dans les années 1890 un allié solide de l'Empire russe et se rapproche du Royaume-Uni dans le cadre de l'Entente Cordiale de 1904.



Définition

Entente Cordiale :

Accord diplomatique qui mit fin au différend colonial entre le Royaume-Uni et la France en 1904.

La **Russie** y gagne un partenaire diplomatique et stratégique pour réaliser un dessein politique **panslave** (rassemblement de tous les territoires où vivent des peuples slavophones, notamment en Europe centrale).

Le **Royaume-Uni** reste quant à lui fidèle à sa politique de maintien d'un **équilibre des puissances** sur le continent, ce qui passe désormais par l'opposition à l'Allemagne. On parle ainsi de **l'Entente**.

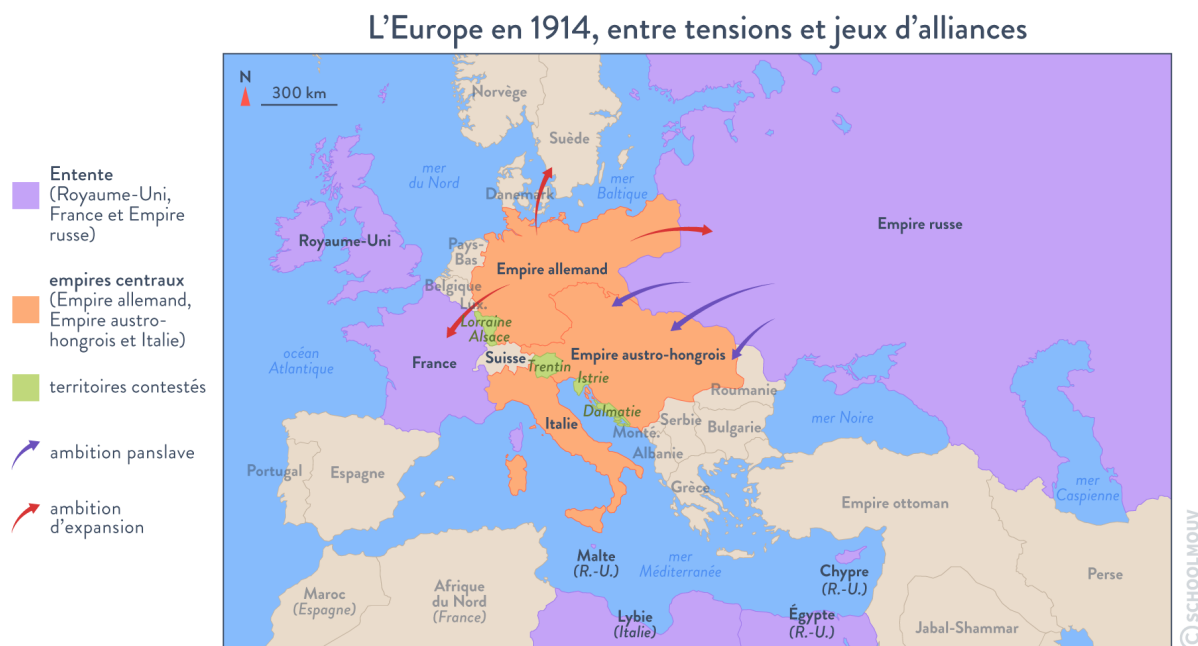
La France et la Russie enserrant l'Allemagne entre deux fronts, et l'alliance franco-russe est comprise à Berlin comme une menace grave qu'il faudra sans doute affronter un jour, d'autant que le Kaiser Guillaume II manifeste des ambitions d'échelle mondiale pour l'Allemagne et se heurte fréquemment aux intérêts français, britanniques et russes. L'Allemagne se rapproche donc étroitement de l'Empire austro-hongrois, qui craint les ambitions russes, et de l'Empire ottoman, dépecé morceau par morceau par les puissances coloniales. L'Italie rejoint l'alliance austro-allemande : elle s'allie aux **empires centraux**.



Astuce

Historiquement, on parlait de Triple-Alliance et de Triple-Entente ; mais comme certains pays ont changé de camp au cours du conflit, on préfère aujourd'hui parler, pour désigner les deux forces opposantes de :

- l'Entente (initialement Royaume-Uni, France et Russie) ;
- et des empires centraux (initialement Empire allemand, Empire austro-hongrois et Italie).



 À retenir

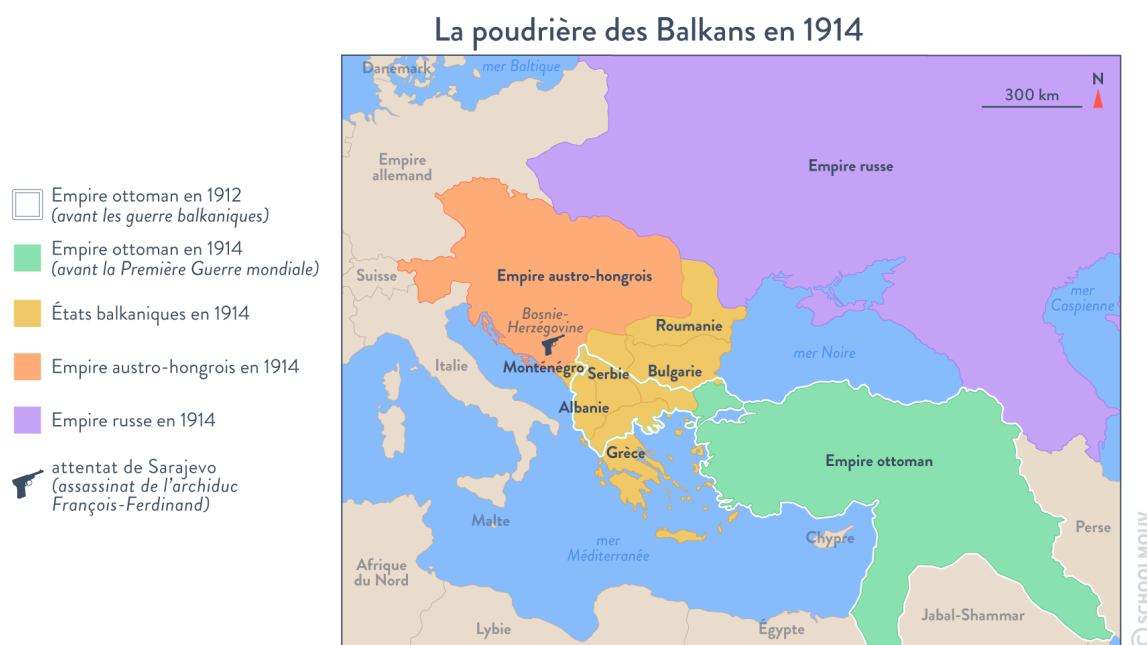
Les alliances qui se forment en prélude à la Première Guerre mondiale sont ainsi motivées par le choc des ambitions impériales et le sentiment d'être menacé par les autres puissances. Beaucoup y voient un efficace système de dissuasion, mais elles impliquent que tout conflit distinct entre deux puissances peut potentiellement entraîner l'entrée en guerre de toutes les autres par le jeu des alliances.

b. L'été 1914 et la marche à la guerre

La région des Balkans, dans le sud-est de l'Europe, est une poudrière dans la poudrière. Située entre l'Empire russe, l'Empire ottoman et l'Empire

austro-hongrois, la région présente une très grande diversité ethnolinguistique, avec un fort entremêlement des populations.

→ Cette répartition héritée de la domination d'empires multi-ethniques devient au XIX^e siècle le moteur des **mouvements nationaux** grec, serbe, roumain, bulgare, croate...



De nombreuses **révoltes** se produisent, ce qui provoque l'apparition de nouveaux États nationaux. Pour les empires voisins, ces nouveaux États sont une menace.

La Serbie a arraché son indépendance à l'Empire ottoman en 1882 et revendique le rattachement à la Bosnie-Herzégovine peuplée de Serbes mais appartenant à l'Empire austro-hongrois. Si la Serbie n'est cependant pas de taille à lutter contre l'Autriche-Hongrie, elle est soutenue par l'Empire russe en tant que pays slave et orthodoxe.



À retenir

Le 28 juin 1914, le nationaliste serbe Gavrilo Princip assassine l'archiduc François-Ferdinand, prince-héritier d'Autriche-Hongrie.

L'Autriche-Hongrie est soutenue par l'Allemagne et envoie donc un ultimatum à la Serbie qui le refuse grâce au soutien de l'Empire russe. Au cours de l'été, les **déclarations de guerre** vont alors s'enchaîner :

- 28 juillet : l'Autriche à la Serbie (en raison de l'attentat de Sarajevo) ;
- 1^{er} août : l'Allemagne à la Russie (pour avoir refusé de garantir sa neutralité dans le conflit austro-serbe et en application de l'alliance des empires centraux) ;
- 3 août : l'Allemagne à la France (pour avoir refusé de garantir sa neutralité dans le conflit germano-russe) ;
- 4 août : le Royaume-Uni à l'Allemagne (parce que le plan allemand contre la France implique de violer la neutralité de la Belgique, garantie par Londres depuis 1831) ;
- 6 août : l'Autriche-Hongrie à la Russie (en raison du soutien à la Serbie) ;
- 11 août : la France à l'Autriche-Hongrie (en application de l'Entente) ;
- 13 août : le Royaume-Uni à l'Autriche Hongrie (en tant qu'allié de l'Allemagne) ;
- 23 août : le Japon à l'Allemagne (pour pouvoir s'emparer des colonies allemandes en Chine) ;
- 3 novembre : France et Royaume-Uni à l'Empire ottoman (pour avoir attaqué la Russie).

Les principales déclarations de guerre en 1914



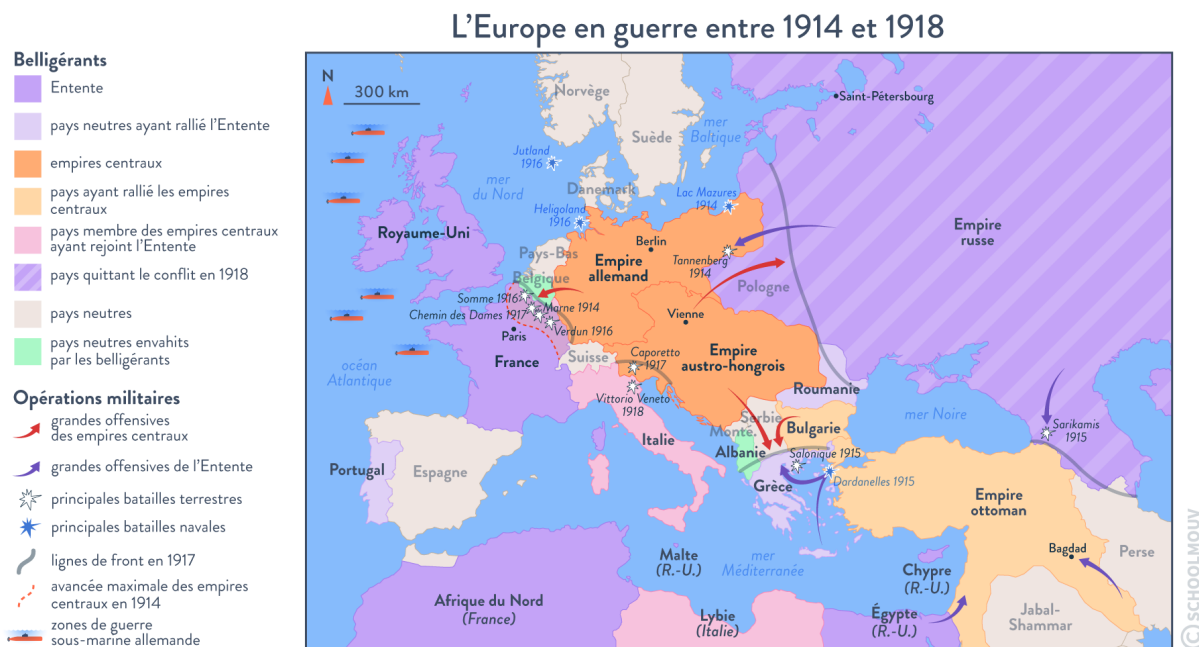
c. Prolongement, élargissement et exacerbation du conflit

La pensée militaire de l'époque met l'accent sur la surprise et l'élan vers l'avant pour bousculer l'ennemi. Ce véritable **culte de l'offensive** pousse la plupart des armées à attaquer à tout prix. Le plan de guerre allemand contre l'alliance franco-russe est d'écraser la France en quelques semaines pour pouvoir ensuite concentrer les efforts à l'Est contre la Russie. Il implique d'envahir la Belgique, dont la neutralité est protégée par la Grande-Bretagne.

→ Les premières semaines de la guerre sont ainsi celles d'une **guerre de mouvement** menée avec des effectifs jamais vus en Europe depuis les guerres napoléoniennes.

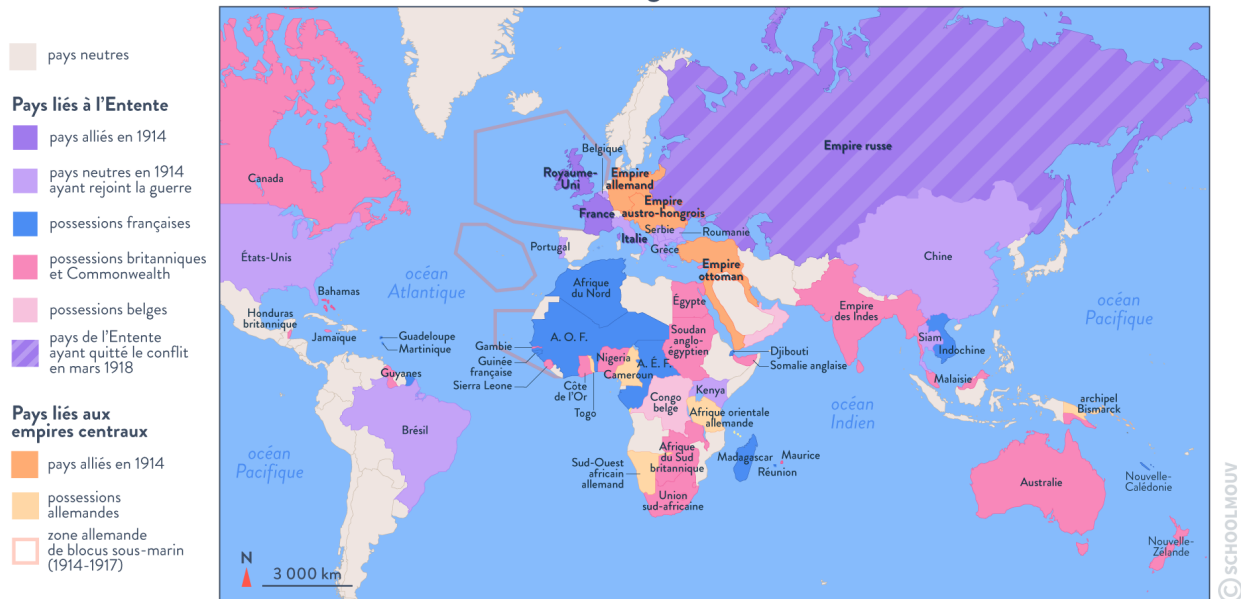
À l'Est, les Russes pénètrent en territoire austro-hongrois et brisent l'assaut des Ottomans dans le Caucase, mais ils sont repoussés par les Allemands. À l'Ouest, le plan allemand prévoit d'encercler les forces françaises par une tenaille passant par la Belgique. Il manque de réussir mais est mis en échec par la bataille de la Marne. Les deux camps vont ensuite essayer de se contourner mutuellement (course à la mer) avant de commencer à

consolider leurs positions respectives. Un immense réseau de tranchées s'étend ainsi des Alpes à la mer du Nord.



La **stabilisation des fronts** amène les deux camps à s'efforcer d'**impliquer d'autres pays** pour faire pencher la balance. France et Grande-Bretagne font ainsi appel à leurs **empires coloniaux** pour pouvoir aligner plus de troupes. Ils parviennent également à attirer dans leur camp l'Italie et la Roumanie, qui déclarent la guerre aux Empires centraux en 1915. La même année, la Bulgarie rejoint l'alliance en attaquant la Roumanie et la Serbie. De son côté, l'Empire ottoman, aidé par l'Allemagne, va même tenter de soulever les troupes coloniales contre la France et le Royaume-Uni au nom du djihad, sans grand résultat. En 1917, les États-Unis entrent dans la guerre et apportent un grand soutien matériel aux alliés occidentaux avant d'envoyer des troupes au printemps 1918.

Une guerre mondiale



Pour percer le front ennemi, les belligérants mobilisent également un grand éventail de **technologies**. D'une part, la production d'armes et de munitions devient gigantesque et amène des **puissances de feu inouïes**.

→ L'artillerie est ainsi responsable des trois quarts des morts de la guerre, et le pilonnage constant de l'ennemi dévaste le champ de bataille.

D'autre part, de nouvelles armes sont mises au point : développement de la grenade, du lance-flamme, du fusil à pompe ; mise au point de l'aviation et des chars d'assaut ; emploi de gaz toujours plus meurtriers...



On voit ainsi que le début du XX^e siècle est une époque de fortes tensions entre puissances, ce qui aboutit à la mise en place d'alliances voulues comme dissuasives. Elles n'empêchent cependant pas ces puissances de continuer à manifester des comportements impérialistes qui les placent en situation de conflit. C'est donc à l'occasion d'une crise initialement locale et ponctuelle que ces alliances deviennent un mécanisme d'engrenage qui entraîne l'Europe entière dans la Première Guerre mondiale.

Dès le début du conflit, les limites du culte de l'offensive apparaissent, mais l'évolution de la technique militaire (mitrailleuses, barbelés...) et de

la situation stratégique (enlisement, guerre de position) prolongent le conflit pendant quatre ans, **franchissant des seuils de violence inédits**. Les États dédient toutes leurs énergies au conflit, ce qui fait de la Première Guerre mondiale une **guerre totale**.

2 | La guerre au cœur de la société de son temps

La guerre intervient à une époque où l'opinion publique des États européens est déjà très développée, même dans les Empires. Pour maintenir l'adhésion des populations à la guerre, on doit donc la justifier, tout en déshumanisant l'ennemi.

a. La guerre du discours en 1914-1918

Dans tous les pays concernés par le conflit, on observe un phénomène d'**Union sacrée** de quasiment toutes les forces politiques et sociales qui se rallient à la guerre au nom de la défense du pays. En France, le député socialiste Jean Jaurès est assassiné peu avant l'entrée en guerre, alors qu'il plaidait pour la paix. L'Union sacrée se fait autour du président de la République Raymond Poincaré puis, à partir de 1916, du président du Conseil Georges Clemenceau.

Au cours de l'été 1914, chaque belligérant affirme n'entrer en guerre que pour répondre à une menace. La **propagande** des deux camps va ensuite mettre en avant le fait que l'ennemi viole les lois de la guerre établies au siècle précédent.



Définition

Propagande :

Propagande est l'action visant à influencer une ou plusieurs opinions pour leur faire accepter ou rejeter certaines idées. Aujourd'hui le mot est mal vu et a le sens de mensonge organisé, mais il y a cent ans il était très répandu et désignait la communication publique au sens large.

- L'invasion allemande de la Belgique est particulièrement **dénoncée comme agression** perpétrée sur un pays innocent, d'autant que les troupes allemandes

y commettent des atrocités contre les civils.

- Les bombardements que mène l'aviation allemande sont l'occasion de fustiger les « tueurs d'enfants ».
- Lorsque la marine allemande coule le paquebot américain Lusitania en 1915, l'**indignation internationale** permet au président Wilson de convaincre l'opinion américaine de s'impliquer dans le conflit en Europe.
- Enfin, les nouvelles du génocide des Arméniens dans l'Empire ottoman scandalisent l'opinion publique, y compris allemande.

Du côté allemand, on met en avant le fait que l'alliance franco-russe dirigée explicitement contre l'Allemagne n'a pas laissé d'autre choix que le passage de l'armée par la Belgique. Les exécutions de civils sont justifiées par les accusations d'attaques de soldats, ce qui prive les populations des protections des lois de la guerre (qui interdisent de combattre sans uniforme). Surtout, l'utilisation des troupes coloniales par les Alliés est vivement dénoncée. Le 4 octobre 1914 est publié un Appel des intellectuels allemands aux nations civilisées, signé par 93 savants et artistes. Il rejette les accusations portées contre l'Allemagne et affirme que le pays se bat pour la survie de sa culture, et que les véritables barbares sont les forces de l'Entente « qui ne craignent pas d'exciter des mongols et des nègres contre la race blanche ».

Au cours du conflit, le sultan ottoman (également calife de l'islam) appelle les musulmans à se révolter contre les Français et les Britanniques, sans effet.



Ces quatre années de propagande de guerre (ce qu'on appelle en France le « bourrage de crâne ») créent une « **culture de guerre** » fondée sur la détestation de l'ennemi et la défense sacrée de la patrie. Cette culture ne disparaît pas à la signature de la paix, elle reste au contraire présente dans toute l'Europe pendant l'entre-deux-guerres.

Jusqu'à aujourd'hui encore, les historiens essaient d'analyser l'origine du conflit, non sans des différences d'opinions. Néanmoins à la fin du conflit, le traité de paix désigne, pour la première fois dans l'histoire, **un pays**

responsable de la guerre : l'Allemagne, ce qui a d'importantes répercussions dans les années qui suivent.

b. Le Traité de Versailles, d'une guerre à l'autre

À l'automne 1918, l'armée allemande s'effondre et les désertions se multiplient. Sur le modèle de la révolution russe, les ouvriers et les soldats réclament la paix et la fin de la monarchie. Le 9 novembre, l'empereur abdique au profit d'une République, qui demande officiellement l'armistice le 11 novembre 1918.

À l'issue de leur victoire, les pays de l'Entente imposent des traités qui démantèlent les Empires vaincus. Alors que les Américains et Britanniques plaident pour une paix de réconciliation avec l'Allemagne, la France plaide pour la dureté et obtient gain de cause. Le traité de Versailles, qui concerne l'Empire allemand (désormais une République), déclare que **l'Allemagne est seule responsable de la guerre** et doit donc payer de très importantes réparations financières tout en subissant une réduction de son territoire et de son armée.

Comme le territoire allemand n'a pas été envahi et que l'armistice a été demandée par la République, les anciens généraux affirment avoir été trahis par les politiciens socialistes et juifs : c'est la théorie fausse du « coup de poignard dans le dos », qui va se répandre et nourrir l'antisémitisme.

En France, dans un pays très durement éprouvé par la guerre, la volonté générale est de faire payer l'Allemagne. Ainsi, à la suite d'un retard de paiement dans les réparations, l'armée française occupe la Rhénanie de 1923 à 1925, ce qui provoque en Allemagne d'immenses manifestations et une crise économique. Jusqu'au milieu des années 1930, l'Allemagne n'ose pas remettre en cause le traité de Versailles par crainte de la France, et l'opinion publique est trop réticente à un nouveau conflit pour s'en alarmer avant 1938. L'invasion de la France en 1940 met fin au traité de Versailles et rend caduque la reconnaissance de la responsabilité allemande.

3

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale, une question mémorielle au cœur des relations franco-allemandes



a. Un débat resté vivant tout au long du XX^e siècle

Dans l'entre-deux-guerres, les intellectuels allemands combattent vigoureusement la thèse du traité de Versailles par de nombreuses études visant à démontrer que l'Allemagne de 1914 était réellement menacée par l'Entente. Après 1945, la question de la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale est éclipsée par les questions liées à la Seconde Guerre mondiale (crimes nazis, division du pays...), mais le travail mené par les historiens de la République allemande de 1918-1933 puis du III^e Reich a porté ses fruits : les historiens s'accordent à ce moment sur l'idée d'une **responsabilité partagée par les grandes puissances**.

Les choses changent à partir de 1961 lorsque l'historien Fritz Fischer publie *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale*. En s'appuyant sur de nouvelles archives, il affirme que l'Allemagne considérait la guerre comme inévitable et aurait choisi de déclencher le conflit en pensant bénéficier d'une supériorité militaire temporaire. Des années de débat entre historiens aboutissent à la reconnaissance de la validité des thèses de Fischer, mais d'autres études soulignent les responsabilités spécifiques d'autres pays, comme la France (pour avoir encouragé l'impérialisme russe menaçant l'Allemagne) ou la Grande-Bretagne (qui s'opposait de plus en plus systématiquement à l'Allemagne sur tous les points). De nouveaux champs de recherche ont déplacé la question, en l'orientant sur les structures responsables du déclenchement du conflit (système des alliances, concurrence impérialiste...). À l'occasion du centenaire de la guerre, de nouveaux travaux ont exploré la question de la responsabilité dans le déclenchement, comme l'historien australien Christopher Clark avec *Les Somnambules* (2014), où il propose davantage l'idée d'un glissement collectif vers la guerre sans en avoir conscience.



b. Une mémoire franco-allemande partagée

Le rapprochement franco-allemand qui s'est opéré après la Seconde Guerre mondiale s'est également joué sur le plan mémoriel. C'est ainsi que cette mémoire s'est élargie et approfondie.

Verdun est plus particulièrement devenu le lieu de partage de la mémoire entre France et Allemagne. En 1966, le général de Gaulle y prononce un

discours qui appelle au rapprochement des peuples français et allemand, à l'occasion du 50^e anniversaire de la bataille. En 1979, une statue de Notre-Dame de l'Europe y est construite. L'image la plus célèbre reste celle des cérémonies du 22 septembre 1984, où le chancelier allemand Helmut Kohl et le président français François Mitterrand se prennent la main en se recueillant devant l'ossuaire de Douaumont (où reposent 130 000 soldats français et allemands).

Le 29 mai 2016, François Hollande et Angela Merkel y ont réaffirmé l'amitié franco-allemande. C'est ainsi qu'est mise en avant une culture de paix.

Depuis les années 1970, les historiens ont commencé à s'intéresser à d'autres aspects de la guerre, comme l'implication des troupes coloniales, la participation des femmes à l'effort de guerre ou les soldats traumatisés. La création en 1992 de l'Historial de la Grande Guerre à Péronne reflète le changement de regard sur le conflit, puisque ce musée s'intéresse à l'expérience combattante des soldats des deux bords. La mémoire du conflit s'est ainsi élargie, en incluant désormais les soldats fusillés pour mutinerie ou parfois pour l'exemple. Le centenaire de 2014-2018 a ainsi permis d'actualiser la mémoire de la Première Guerre mondiale en associant de nombreux pays aux commémorations.

Conclusion :

Nous voyons donc que la question de la responsabilité des États dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale est extrêmement complexe, et est marquée dès les origines par la culture de guerre. C'est la raison pour laquelle la responsabilité exclusive de l'Allemagne a été inscrite dans un Traité. Cette idée a été un grand enjeu de l'entre-deux-guerres, avant de s'atténuer au profit de la vision d'une responsabilité partagée. Cette évolution va de pair avec un rapprochement franco-allemand matérialisé par la commémoration commune des combattants.